



Novembre 2022
**Bureau
Bamako**

Revue de presse du Mali

01.11. – 15.11.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

- **POLITIQUE**
**- La police et la protection civile sont officiellement
militarisées**
- **BANQUES ET FINANCES**
- **Sale temps pour les créanciers douteux. Pas
de fumée sans feu !**
- **COP 27: LES PRIORITES DU MALI**

MALI

La police et la protection civile sont officiellement militarisées

La police nationale et la protection civile sont officiellement militarisées au Mali, selon une loi publiée jeudi dans le journal officiel de la République, qui a été votée à l'unanimité par le Parlement de transition de la junte au pouvoir.

"Les fonctionnaires de la police nationale et de la protection civile sont régis par le statut général des militaires" et "placés sous l'autorité du ministre en charge de la Sécurité", dit l'article 2 de cette loi.

"Cette militarisation permettra de déployer la police nationale dans les zones reconquises par l'armée afin d'y assurer la sécurité des populations et de leurs biens et empêcher le retour des forces du mal", avait justifié le gouvernement en conseil des ministres, en référence aux groupes armés rebelles et jihadistes en conflit avec le régime de Bamako dans une grande partie du pays.

Le projet de loi a été voté il y a une semaine par le Conseil national de transition (CNT) dont les membres ont été nommés par la junte, par 111 voix pour, 0 abstention, 0 contre. "Bienvenue aux policiers dans l'armée. Désormais c'est la discipline, plus de syndicalisme", avait réagi après le vote Daoud Aly Mohammedine, ministre de la Sécurité et de la Protection civile.

Cette unanimité "s'explique par le fait que les gens ne veulent plus du syndicalisme à la police", avait également déclaré Aboubacar Sidicki Fomba, l'un des membres du CNT. La militarisation de la police, abandonnée par les autorités en 1993, était l'une des recommandations phares des Assises Nationales de refondation organisées par la junte en décembre pour "construire une solution de sortie de crise" au Mali.

Avant le vote au CNT, tous les syndicats de la Police avaient dénoncé une décision "unilatérale" et insisté sur la volonté "d'aboutir à un projet consensuel". "Si cette militarisation émane du peuple, ce même peuple demandera la démilitarisation un jour, car la démocratie ne rime pas avec une police militarisée", avaient-ils dit.

Source : Journal Malikilé

Sale temps pour les créanciers douteux. Pas de fumée sans feu !

Notre confrère, Serge Daniel de RFI a affirmé, par le biais d'un tweet, et confirmé par plusieurs autres, quelques jours après, que des créances douteuses ont été octroyées par une banque à des opérateurs maliens, dont certains auraient quitté le pays.

À première vue, l'information fournie, avec plusieurs inconnues, n'a pas répondu aux normes d'écriture journalistiques habituellement admises (des 5 W en anglais). A savoir : Qui- quoi- où- quand- pourquoi ?

Le premier scoop, écrit apparemment à la va-vite, a d'abord ressemblé à un fake new, avant que l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers au Mali (APBEF) ne réagisse, donnant plus de consistance aux faits, aux yeux des observateurs avertis.

Mais, là où l'on s'attendait à une colère froide pour avoir jeté l'opprobre sur l'ensemble de la corporation, en ne dévoilant pas la ou les banques concernée(s), l'APBEF s'est contentée, du bout des lèvres, de déplorer l'information, sans la démentir ou la confirmer. Elle rassure plutôt la clientèle des Banques sur les disponibilités fiduciaires au niveau des institutions financières du Mali et le respect des directives de la BCEAO en matière de crédit. Mais, rien sur les détails de ladite affaire, sur lesquels Serge Daniel reste pourtant énigmatique.

Le hic !

Ce qui surprend dans cette affaire, comme dans bien d'autres, ce sont d'abord les montants faramineux concernés (près de 200 milliards de nos francs) et les fuites hors du pays de certains protagonistes, pour grossir les rangs des Maliens "exilés" dans des contrées, hostiles à la transition malienne, qui deviennent ainsi de véritables paradis pour les voleurs au col blanc et où l'argent malien coule à flot.

Bien qu'aucune information officielle, de source judiciaire, n'ait filtré jusque-là, ni sur le nom de la banque ni sur la ou les personne(s) incriminée(s), il semble qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Certaines sources anonymes pensent, cependant, qu'il y a amalgame entre les créances douteuses d'une époque lointaine et des créances plus récentes, émanant de plusieurs banques, certaines étant plus concernées que d'autres par rapport à l'importance des montants incriminés.

Mais l'association des Banques a réagi, sans dénoncer l'information, car "l'argent n'aime pas le bruit", dit-on dans ce milieu, d'où leur démarche feutrée, pour le moment, dans le souci de calmer le jeu sans doute et d'éviter une peur panique "de la clientèle, qu'elle veut assurer de la disponibilité des fonds au niveau des Banques.

Par ailleurs, des noms sont bien cités, notamment sur les réseaux sociaux, trop rapidement, avant de disparaître, comme ils sont apparus. Aussi, doit-on accorder du crédit à ces sources ? Aucune autre source digne de foi n'a jamais évoqué cette affaire, qui reste cependant pour Serge Daniel un vrai scoop, et qui fera certainement des jaloux parmi ses confrères, journalistes d'investigation, tant la somme avancée est mirobolante et le secteur concerné sensible.

Le communiqué de l'APBEF n'est pas plus explicite qu'une note lapidaire destinée à apporter une assurance aux partenaires, mais elle annonce la tenue d'une réunion, dont le compte rendu est attendu. Ce qui reste constant, de notre point de vue, c'est que l'affaire est trop grosse pour être un fake new. Surtout, venant de Serge, qui a poursuivi plusieurs jours de suite le traitement du sujet.

Il laisse entendre, sans fioriture, qu'il y a beaucoup de personnes impliquées, dont certaines auraient quitté le pays. Les soutiens d'un riche homme d'affaires, pour qui le temps s'est brutalement gâté avec la transition, ont vite démenti son implication, vidéo à l'appui. Les proches de Mama Lah (abondamment cité sur les réseaux sociaux) ont laissé, en guise de réponse, un lien justifiant leurs propos.

Mais leurs réactions sont trop spontanées et les supports utilisés (les réseaux sociaux et les vidéastes) très peu crédibles. La nouvelle mobilisant, depuis son annonce, les plateformes de l'information au Mali, ces dernières consacreront à l'affaire, sans nul doute, la "Une" des parutions prochaines et un meilleur traitement du sujet.

Le vrai du faux!

On saura alors, avec ces traitements journalistiques, quelle est la part du vrai et celle du faux. Elle (la nouvelle) sera distillée, cette fois, équilibrée, détaillée et neutre, avec les différents points de vue pour éclairer davantage nos lanternes.

Tout ça, en attendant la réaction officielle des juges du Pôle économique, très friands de ce type d'information, il y a une époque, avant de tomber dans un mutisme, eux aussi, car, c'est la denrée la mieux partagée de nos jours au Mali.

Source : L'indépendant

COP 27 : Les priorités du Mali

La participation du Mali à la prochaine Cop 27 en Egypte était au centre d'une conférence de presse le lundi dernier, à l'Agence pour l'Environnement et le Développement durable (AEDD).

En prélude à la tenue de la Cop 27, l'AEDD a rencontré dans ses locaux, les représentants de journaux pour discuter de la participation du Mali sur cet important événement.

Une grande première, que ce genre de communication se tienne au Mali en amont de la Conférence des parties de la Convention des Nations unies sur les Changements climatiques prévue du 6 au 18 novembre 2022 à Sharm el Sheikh en Egypte.

Dr. Alassane Ba, le directeur général de l'AEDD, entouré de ses proches collaborateurs, des membres de la Commission d'organisation, des experts et des associations qui œuvrent pour la cause de l'environnement (dont l'Association pour l'Environnement, l'Assainissement et pour un Meilleur Cadre de Vie -Amavec-, de Mme Kalamby Hélène Argidam), ont entretenu la presse sur les objectifs et les résultats attendus, entre autres.

Quatre points à l'honneur!

Le directeur général de l'AEDD a affirmé que la délégation malienne part en Egypte avec plein d'ambitions. Beaucoup de rendez-vous sont noués avec des partenaires financiers pour la mobilisation de fonds.

Ces fonds sont destinés à des projets de lutte contre les changements climatiques et la réadaptation. Cependant, à quelques jours de la Conférence, c'est le fonds qui manque le plus.

Sur un budget de 210 millions de F CFA, seulement 50 millions de F CFA sont à la disposition de la commission d'organisation. Dr. Ba ne s'inquiète pas pour autant et compte sur une participation efficiente et de qualité de notre pays.

Dans la station balnéaire de Sharm el Cheick, les professionnels de l'environnement du Mali ont dans leur agenda de défendre les idées et les projets, négocier dans les groupes d'ensemble (les pays les moins avancés, la Cedeao, l'Afrique).

Quatre points sont largement pris en compte. Il s'agit de la foresterie, l'agriculture, la gestion des forêts et les énergies renouvelables. Sept ans après la Cop 27 à Glasgow en Ecosse et la première fois que le sommet se tienne sur le continent africain, l'Afrique reste mobilisée pour atteindre des objectifs tangibles.

Dr. Alassane Ba et ses collègues entendent aussi trouver un 3e inter venant pour le financement du fonds climat. Il s'agira aussi de faire en sorte que l'adaptation climatique puisse trouver une place de choix dans les nouveaux accords signés en Egypte

Source : Mali tribune



Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de